

# POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## Perspectives provinciales :

### La reprise du marché de l'habitation modifie le classement provincial de croissance... pour le moment

Par Marc Desormeaux, économiste principal, et Hélène Bégin, économiste principale

#### Sommaire

- ▶ Nous avons révisé les taux de croissance prévus de façon importante pour l'Ontario et la Colombie-Britannique après les solides rebonds du marché de l'habitation du début de 2023. Toutefois, nous continuons de croire que les régions productrices de pétrole du Canada jouiront des meilleures perspectives économiques pour 2023-2024.
- ▶ De concert avec la grave pénurie de main-d'œuvre, l'explosion démographique a soutenu la croissance économique dans toutes les provinces jusqu'à présent cette année.
- ▶ Même si ces développements changent le rythme de croissance en 2023, ils n'excluent pas la possibilité d'un ralentissement, quoique celui-ci pourrait être retardé jusqu'en 2024. La chute des ventes de propriétés existantes à Toronto et à Vancouver immédiatement après la reprise des hausses de taux d'intérêt par la Banque du Canada (BdC) suggère que l'élan ralentit déjà.
- ▶ La politique monétaire fonctionne avec un certain décalage, et toutes les régions devraient de plus en plus ressentir l'effet modérateur des hausses marquées des taux d'intérêt au cours des prochains mois. À l'approche de 2024, les économies provinciales les plus sensibles au marché de l'habitation devraient connaître les ralentissements les plus importants.

#### VUE D'ENSEMBLE

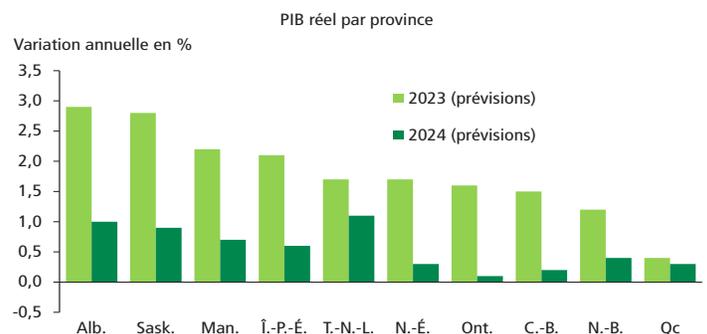
##### La reprise du marché de l'habitation a eu une incidence sur les taux de croissance provinciaux

Les régions productrices de pétrole du Canada devraient encore être celles qui s'en tireront le mieux lors du [ralentissement économique à venir](#) (graphique 1), mais nous avons retardé le moment de ce ralentissement et modifié quelque peu le classement de croissance des autres provinces.

La solidité relative des gains des marchés de l'habitation provinciaux est ce qui nous a fait changer d'opinion. Les ventes de propriétés existantes ont rebondi dans la plupart des provinces à la suite de la première pause du cycle de hausses des taux, décrétée en janvier. Mais la vigueur des gains en Ontario et en Colombie-Britannique (graphique 2 à la page 2), où les

#### GRAPHIQUE 1

##### Les provinces productrices de pétrole seront celles qui s'en tireront le mieux cette année



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

ménages sont les plus touchés par les pressions sur l'abordabilité et par l'endettement, a été remarquable. La vigueur du début

de 2023 se traduit par des révisions haussières particulièrement importantes des taux de croissance en Ontario et en Colombie-Britannique, sensibles au marché de l'habitation. En revanche, la reprise plus modérée du marché au Québec, après une contraction initiale moins prononcée, est l'une des raisons pour lesquelles nous pensons que la province affichera un taux de croissance relativement faible cette année.

Nous sommes d'avis que, même si ces développements changent le rythme de la croissance en 2023, ils retarderont le ralentissement plutôt que de l'empêcher. La politique monétaire fonctionne avec un certain retard, et toutes les régions devraient de plus en plus ressentir l'effet modérateur des hausses marquées des taux d'intérêt au cours des prochains mois. Nous en avons déjà vu quelques signes. Les données de ventes au détail laissent croire que l'Ontario et la Colombie-Britannique sont à la traîne par rapport aux autres provinces, et leurs plus grands marchés de l'habitation ont reculé en juin après la reprise du resserrement monétaire par la BdC. À l'approche de 2024, les économies provinciales plus sensibles au marché de l'habitation devraient connaître les ralentissements plus importants. L'Alberta et la Saskatchewan demeurent moins vulnérables à ces effets et devraient généralement bénéficier de la solidité des prix des matières premières et des gains de production.

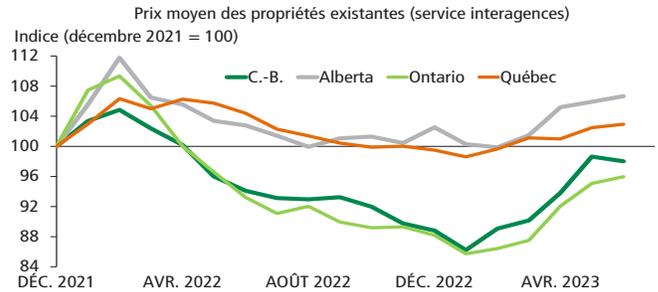
### La croissance démographique continue d'exploser

De concert avec la grave pénurie de main-d'œuvre, l'explosion démographique a été le facteur dominant des résultats provinciaux jusqu'à présent en 2023. L'immigration internationale nette éclipse la croissance naturelle et les flux interprovinciaux dans la plupart des provinces. Cette tendance devrait se poursuivre tant que les politiques fédérales resteront axées sur l'attraction et la rétention des nouveaux arrivants. La forte croissance démographique stimulera la demande de biens et de services.

Mais la source de cette avancée est aussi importante pour les classements provinciaux de croissance. L'Ontario et la Colombie-Britannique accueillent un nombre record de résidents non permanents, mais cela pourrait changer advenant une baisse des admissions de travailleurs étrangers en réaction à un ralentissement économique. En revanche, les gains de population semblent plus durables en Alberta et dans les Maritimes. La croissance dans ces régions provient des résidents non permanents, de l'immigration et de la migration interprovinciale (graphique 3), en partie attribuable aux prix relativement abordables des propriétés.

### GRAPHIQUE 2

**La forte reprise du marché de l'habitation au début de 2023 stimulera la croissance en C.-B. et en Ontario cette année**

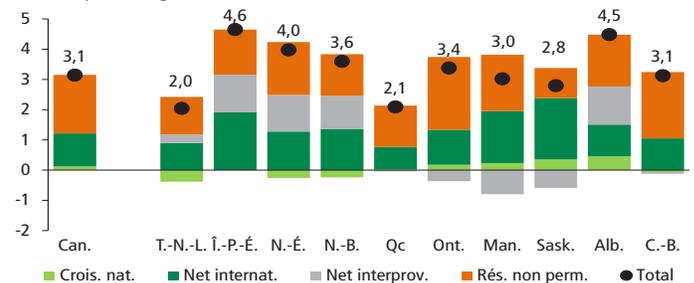


Sources : Association canadienne de l'immeuble, Toronto Regional Real Estate Board et Desjardins, Études économiques

### GRAPHIQUE 3

**Les provinces qui enregistrent des gains de population plus équilibrés seront en meilleure position**

Contribution à la croissance démographique annuelle par composante, du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 1<sup>er</sup> avril 2023



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Nous nous attendons maintenant à ce que Terre-Neuve-et-Labrador enregistre une croissance économique dans la moyenne en 2023, avec une hausse l’an prochain.

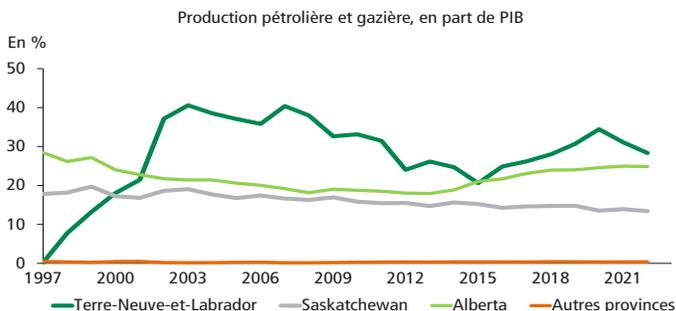
Ces changements dans les prévisions reflètent une progression plus faible que prévu de la production de pétrole, laquelle représente une plus grande part du PIB dans cette province que partout ailleurs au Canada (graphique 4). La réouverture du champ pétrolifère extracôtier Terra Nova, fermé depuis 2020, n’est plus prévue cette année. De plus, des travaux d’entretien ont continué de nuire à la production des plateformes White Rose et Hebron.

Les perspectives d’investissement sont plus optimistes. Parmi les grands projets prévus en 2023 et en 2024, notons l’expansion du champ pétrolifère extracôtier West White Rose et la mine souterraine de Voisey’s Bay. La province a dépassé toutes les autres par rapport à la croissance des investissements non résidentiels l’an dernier et au premier trimestre de 2023.

Comme l’accueil de nouveaux arrivants qualifiés devrait demeurer une priorité nationale, la croissance de la population de Terre-Neuve-et-Labrador devrait rester bien supérieure aux moyennes historiques. La province a connu la plus forte croissance de sa population depuis les années 1970 au premier trimestre, fortement appuyée par l’immigration internationale. Malgré ces vents favorables, les ventes de propriétés sont en baisse, mais Terre-Neuve-et-Labrador n’a pas été aussi durement touchée par les hausses de taux de l’an dernier que les provinces plus grandes et moins abordables.

### GRAPHIQUE 4

#### Le destin économique de Terre-Neuve-et-Labrador est lié au secteur pétrolier et gazier



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'Île-du-Prince-Édouard devrait être un chef de file en matière de croissance en 2023.

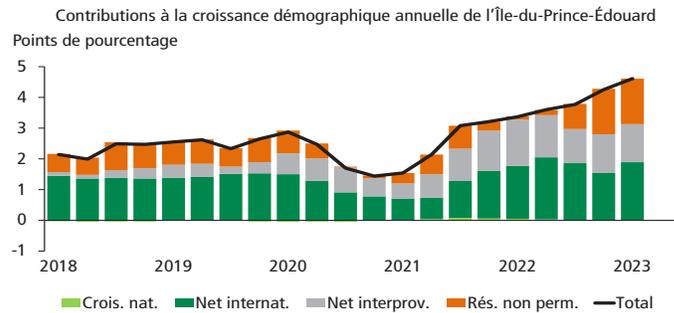
Ses gains records de population, un sommet à l'échelle nationale, proviennent de diverses sources (graphique 5). La province est ainsi en bonne position pour faire face à un ralentissement potentiel de l'arrivée de résidents non permanents. Dans ce contexte, l'Île-du-Prince-Édouard a vu les ventes de propriétés connaître un regain et la progression de l'emploi y est l'une des plus fortes au Canada. Elle a aussi connu de très bons gains des ventes au détail, bien que la construction résidentielle demeure faible.

L'environnement commercial international s'est amélioré. Après les dommages causés par l'ouragan Fiona au début de 2023, les exportations de fruits de mer ont bondi pendant deux mois consécutifs. La réouverture de la Chine après les confinements de la fin de 2022 continue de soutenir les exportations. En outre, les commandes de pommes de terre ont explosé depuis la levée de l'interdiction d'exportation aux États-Unis. Un ralentissement de la croissance aux États-Unis, principal partenaire commercial de l'Île-du-Prince-Édouard, pourrait toutefois peser sur la demande en matière d'exportations.

Dans l'ensemble, le budget de 2023 de la province stimulera la croissance. Un rehaussement de l'exemption fiscale de base pour les particuliers est positif pour les insulaires à faible revenu. Mais, comme des mesures similaires mis en place dans des autres provinces, ça risque de pousser la demande des consommateurs (et l'inflation) plus haut dans le spectre des revenus. De nouvelles dépenses en soins de santé et en logements abordables nuisent à la consolidation budgétaire, mais elles sont nécessaires pour répondre aux besoins d'une population qui croît aussi rapidement.

### GRAPHIQUE 5

#### La croissance démographique record de l'Île-du-Prince-Édouard est attribuable à plusieurs sources



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## NOUVELLE-ÉCOSSE

Un bon début d'année 2023 devrait aider la croissance de la Nouvelle-Écosse, mais un risque baissier se profile à l'horizon.

Les contributions économiques de la croissance démographique y sont probablement plus importantes que partout ailleurs. Elle est la seule province où l'augmentation sur un an observée au premier trimestre de 2023 a atteint le double du record prépandémique (graphique 6).

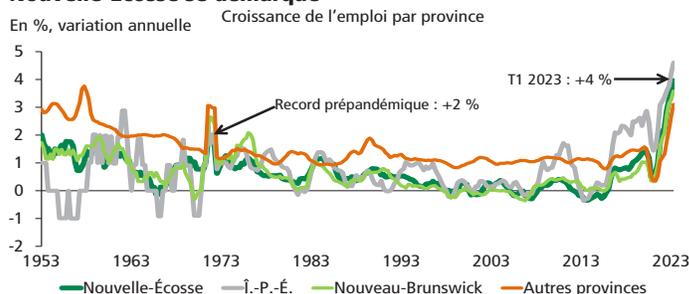
Il n'est pas certain que cela se poursuive. La province a surpassé toutes les autres dans la catégorie volatile des résidents non permanents au premier trimestre de 2023. Toutefois, la croissance naturelle y demeure faible, et l'immigration interprovinciale nette semble avoir plafonné, les ententes de télétravail devenant moins fréquentes. Les nouveaux arrivants qualifiés ont apparemment donné un coup de pouce à l'embauche pour commencer l'année, mais les gains ont diminué au cours des derniers mois, particulièrement dans les industries des services clés, qui offrent des salaires élevés.

Étant plus sensible au marché de l'habitation, l'économie de la Nouvelle-Écosse risque d'enregistrer un ralentissement important. La dernière série de hausses de taux pourrait y frapper durement. Les ventes et prix des propriétés ont augmenté au deuxième trimestre, sans aucun doute aidés par des gains spectaculaires de population, mais les hausses des ventes ont été plus modestes que dans d'autres provinces, et la construction résidentielle continue de ralentir.

À l'instar de l'Île-du-Prince-Édouard, les exportations de la Nouvelle-Écosse semblent bénéficier de la réouverture de la Chine. Cependant, le ralentissement de l'expansion dans ce pays l'an prochain et la possibilité d'une récession aux États-Unis assombrissent les perspectives.

### GRAPHIQUE 6

**Même avec des sommets jamais vus en plusieurs décennies un peu partout au pays, la croissance démographique de la Nouvelle-Écosse se démarque**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## NOUVEAU-BRUNSWICK

La croissance de l'économie du Nouveau-Brunswick devrait suivre la moyenne nationale en 2023 et en 2024 et sera au confluent de multiples forces.

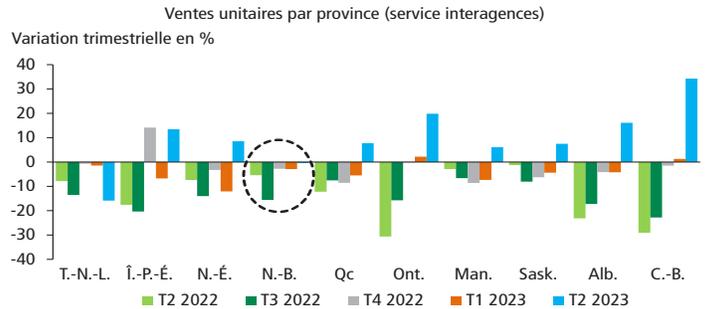
À l'image des autres provinces de l'Atlantique, la croissance démographique du Nouveau-Brunswick fracasse des records. Comme en Nouvelle-Écosse, la population vieillit, les contributions des flux intraprovinciaux diminuent et le télétravail suit la même trajectoire. Mais les récents gains du Nouveau-Brunswick dépendent moins des résidents non permanents, et la province a l'un des meilleurs bilans au pays en ce qui a trait à l'intégration des immigrants au marché du travail. Cela a permis de consolider les ventes de propriétés au début du resserrement monétaire, mais le rebond de l'immobilier en 2023 a pris du retard sur celui de plusieurs autres provinces (graphique 7).

Le Nouveau-Brunswick diffère toutefois du reste de la région de l'Atlantique en ce qui concerne son exposition aux matières premières. À cet égard, les perspectives sont moins optimistes. Le ralentissement de la croissance aux États-Unis et de la construction domiciliaire n'augure rien de bon pour l'industrie du bois d'œuvre. Et la production de la raffinerie de Saint John, la plus importante au Canada - qui fait actuellement l'objet d'un exercice de révision stratégique - devrait être affectée par la faiblesse des prix du pétrole raffiné.

Mais la province possède toujours deux avantages clés. Tout d'abord, son économie est moins exposée aux secteurs sensibles au marché de l'habitation et aux taux d'intérêt que celle de la plupart des autres provinces. Ensuite, l'amélioration récente de sa situation budgétaire par rapport à celle [d'autres provinces](#) lui permet d'assurer un soutien économique, au besoin.

## GRAPHIQUE 7

### Nouveau-Brunswick : contraction initiale du marché de l'habitation plus petite, reprise plus faible



Sources : Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

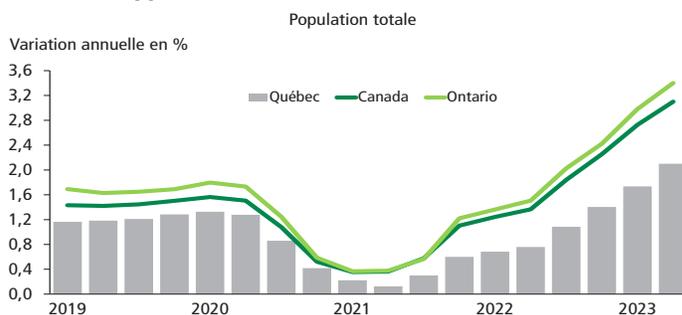
## QUÉBEC

Au Québec, la croissance de la population moins rapide que dans le reste du pays fait que la démographie appuie moins l'économie (graphique 8). Le [PIB réel](#) et l'emploi n'ont pas connu la même impulsion qu'au Canada et plusieurs autres indicateurs s'avèrent nettement plus faibles. La construction résidentielle continue de chuter au Québec et le regain du marché de la revente s'avère limité. Par ailleurs, les investissements des entreprises et les exportations internationales de la province sont à la baisse alors qu'ils résistent assez bien à l'échelle nationale. Les récents feux de forêt représentent un obstacle additionnel à la production et aux exportations, particulièrement dans les secteurs des produits du bois et du papier.

La vigueur des dépenses des ménages a toutefois permis de maintenir l'économie à flot jusqu'ici. Plusieurs facteurs qui ont gonflé les revenus et le taux d'épargne des Québécois et des Québécoises jusqu'à la fin de 2022 expliquent cette résilience. D'une part, les mesures du soutien financier aux ménages du gouvernement du Québec ont été les plus généreuses des provinces canadiennes l'an passé. D'autre part, le marché du travail demeure tendu avec un taux de chômage près de 4,0 % et une progression rapide des salaires qui alimente les revenus des travailleurs. Cependant, le marché du travail s'est considérablement refroidi. Seulement 34 000 emplois ont été créés au premier semestre de 2023, un rythme nettement plus lent que les 84 000 postes du second semestre de 2022. Il s'agit aussi d'une fraction des 290 000 emplois créés à l'échelle nationale. Le ralentissement du marché du travail et la hausse des taux d'intérêt laissent présager des vents contraires pour les consommateurs au Québec. Par conséquent, l'économie de la province repose sur des bases fragiles et notre scénario prévoit une période de contraction du PIB réel jusqu'au début de 2024.

### GRAPHIQUE 8

#### La croissance de la population s'accélère plus lentement au Québec et apporte moins de soutien à l'économie



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## ONTARIO

À la suite de la publication de plusieurs données positives, nous avons revu à la hausse, et de façon marquée, nos prévisions économiques pour 2023 pour la plus grande province du Canada.

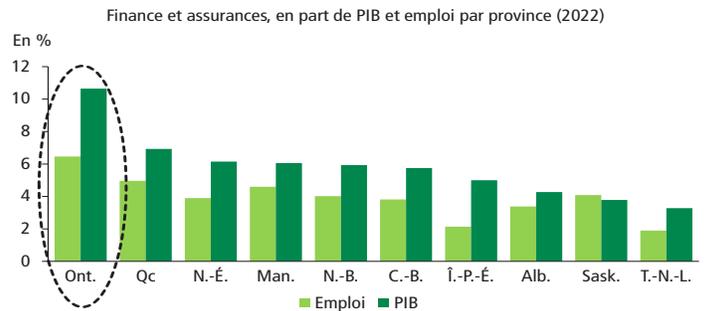
L'Ontario a récemment enregistré certains des gains de population les plus élevés au pays, ce qui a contribué à une expansion du PIB importante de 4 % (annualisée, variation trimestrielle) au premier trimestre. Les nouveaux arrivants aident à pourvoir les postes vacants qui se sont accumulés pendant la COVID-19, et la province continue de générer des emplois à un rythme soutenu. Cela a fait grimper les ventes de propriétés de 22 % entre les mois de janvier, période où la BdC a annoncé une pause (finalement de courte durée), et de mai.

La reprise de la production automobile est également de bon augure pour la province. Selon les prévisions de Wards Automotive, la production automobile canadienne, presque exclusivement concentrée en Ontario, devrait bondir de 20 % en 2023, ce qui atténuerait en partie les effets négatifs du ralentissement potentiel de l'économie américaine.

Les perspectives sont en revanche moins encourageantes pour la fin de 2023 et le début de 2024. Les données sur les ventes au détail publiées depuis le premier trimestre suggèrent un ralentissement plus marqué de la consommation en Ontario par rapport à la plupart des autres provinces. [Les ventes de propriétés à Toronto ont chuté en juin](#), soit le mois où la BdC a repris les hausses de taux. [La croissance de la population fait maintenant face à un risque baissier](#) en raison de sa concentration dans le travail temporaire. Les ménages demeurent aussi très endettés. Et les services financiers, sensibles aux taux d'intérêt, représentent une part importante du PIB et de l'emploi de la province (graphique 9).

## GRAPHIQUE 9

### L'économie ontarienne demeure vulnérable au ralentissement des services financiers



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## MANITOBA

Après un bon début d'année 2023, l'économie du Manitoba devrait surpasser la moyenne nationale cette année. De plus, sa sensibilité limitée au secteur de l'habitation signifie que le ralentissement sera probablement modéré l'an prochain.

La vigueur du marché du travail en début d'année devrait soutenir les revenus alors que la croissance ralentit. Le Manitoba affichait en juin la croissance de l'emploi à temps plein depuis le début de l'année la plus importante au pays. Mentionnons notamment la contribution robuste des secteurs de la construction et des ressources naturelles, reflet des investissements dans les mines prévus au cours des prochaines années. Cela a aidé les ventes au détail à générer des gains supérieurs à la moyenne et le marché de l'habitation, à connaître une reprise somme toute assez décente.

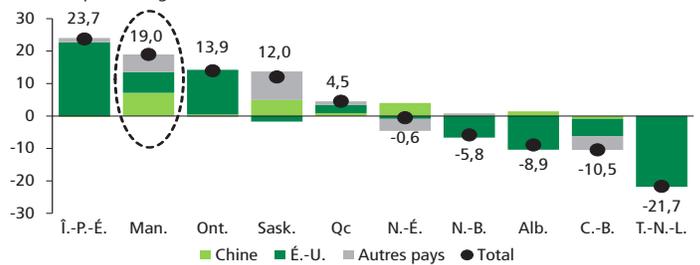
Les exportations ont bénéficié de la réouverture de la Chine et de la forte hausse des prix agricoles, mais cet effet s'atténuera à mesure que ce pays et les États-Unis connaîtront une croissance plus faible l'an prochain. Depuis le début de 2023, le Manitoba a connu la deuxième plus forte croissance des exportations nominales de toutes les provinces grâce à une demande assez généralisée (graphique 10).

Les perspectives démographiques du Manitoba sont plutôt tièdes. Bien que la province enregistre des gains de population records, le rythme de ceux-ci a pris du retard sur la moyenne nationale au cours de la plupart des cinq dernières années. Cette situation est en partie attribuable à des sommets de sorties nettes interprovinciales jamais atteints en 40 ans, lesquels continuent de tendre vers le haut. Mais sa jeune population a un taux de natalité élevé, et la province devrait continuer de bénéficier d'un fort taux d'arrivée et d'intégration des immigrants par rapport au reste du Canada.

## GRAPHIQUE 10

### La croissance à l'exportation a été forte et équilibrée au Manitoba

Contribution à la croissance des exportations de marchandises depuis le début de l'année, par pays de destination



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## SASKATCHEWAN

Nous nous attendons toujours à ce que les gains réalisés notamment dans la production de matières premières et les investissements rapprochent la Saskatchewan du sommet du classement de croissance des provinces.

Pour ce qui est des investissements, le principal moteur demeure la première phase de la mine de potasse Jansen (d'une valeur de 7,5 G\$) déjà bien amorcée. Des travaux sur de multiples installations de transformation du canola devraient compléter le portrait.

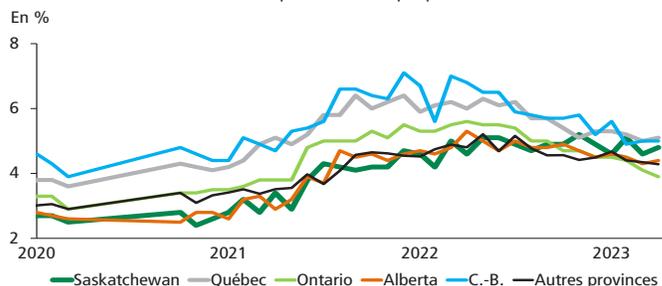
La production des produits agricoles, de pétrole, et d'uranium devrait continuer d'augmenter. Dans le cas de l'uranium, ce sera grâce à la relance des mines McArthur River et Cigar Lake. La réouverture de la Chine et la vigueur pour l'ensemble des récoltes de base de la province stimulent l'exportation, mais les sécheresses sont un risque continu. Toutefois, les perspectives pour la potasse sont brouillées par l'annonce récente d'une réduction de la production en raison d'une pénurie potentielle d'intrants.

Les gains du marché du travail ont été plus faibles que la moyenne nationale jusqu'à maintenant en 2023, mais quelques indicateurs laissent croire que le meilleur est à venir pour la Saskatchewan. La province était troisième derrière la Colombie-Britannique et le Québec pour son taux de postes vacants en avril (graphique 11). Les récents gains records de la population, davantage bonifiés par l'immigration internationale que partout ailleurs au pays, devraient ainsi aider à combler les postes vacants au fil du temps. Et la province reste peu sensible au marché de l'habitation et aux taux d'intérêt plus élevés, ce qui limite le risque de ralentissement au moment où les effets de la politique monétaire commencent à se faire sentir.

### GRAPHIQUE 11

#### Les forts gains de population attribuables à l'immigration devraient aider le marché du travail de la Saskatchewan

Taux de postes vacants, par province



Sources : Ministère des Finances de la Saskatchewan et Desjardins, Études économiques

## ALBERTA

L'Alberta a maintenu son élan économique au deuxième trimestre malgré de multiples vents contraires, et semble être en bonne position pour résister au ralentissement économique à venir au Canada.

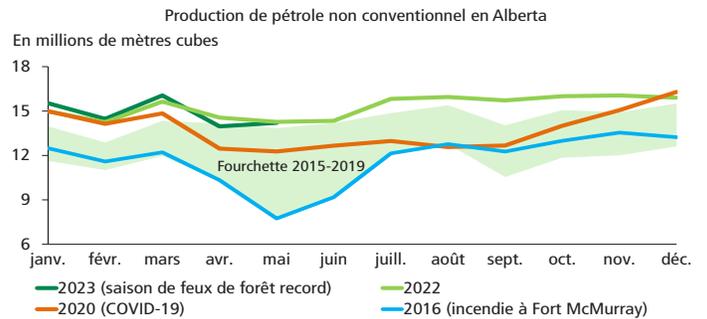
La province a possiblement évité les pires conséquences économiques possibles à la suite des feux de forêt de cette année. En mai 2023, la production des sables bitumineux était à peu près au même niveau que celle de l'année précédente (graphique 12). Nous nous attendons à ce qu'elle continue de s'accélérer à mesure que la nouvelle capacité se déploiera, soutenant les solides augmentations des dépenses d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz au premier trimestre.

Les effets du repli de la valeur du pétrole brut mondial sont atténués par un resserrement de l'écart de prix entre le Western Canada Select (WCS) et le West Texas Intermediate (WTI). Cela reflète le renflouement de la réserve stratégique de produits pétroliers américaine et la réouverture des raffineries. La capacité de transport du pétrole de l'Ouest canadien bénéficiera de l'expansion du réseau de Trans Mountain, dont les nouveaux tronçons seront mis en service plus tard cette année. Cela devrait favoriser la rentabilité de l'industrie du pétrole et du gaz et atténuer les effets néfastes sur les finances publiques en cas de faiblesse soutenue du prix du WTI.

La forte hausse démographique récente en Alberta nous semble raisonnablement durable. Attirés par des logements relativement abordables, des personnes en provenance d'autres régions du Canada continuent d'affluer dans la province, ce qui explique les gains les plus rapides de tout le pays pour ce qui est de la population en âge de travailler. Ces travailleurs s'ajoutent aux immigrants internationaux, donnant ainsi un bon élan à l'activité sur le marché de l'habitation en Alberta, même dans un contexte de taux d'intérêt élevés et d'endettement des ménages.

## GRAPHIQUE 12

### La production de sables bitumineux a jusqu'à présent permis d'éviter le pire scénario pendant les feux de forêt cette année



Sources : Alberta Energy Regulator et Desjardins, Études économiques

## COLOMBIE-BRITANNIQUE

Cette année, nous avons considérablement révisé nos prévisions pour la Colombie-Britannique, mais nous attendons encore un ralentissement en 2024.

Après une correction prononcée en 2022, la reprise du marché de l'habitation de la Colombie-Britannique au début de 2023 a été la plus solide de toutes les provinces. Elle a été aidée par la pause dans l'augmentation des taux d'intérêt et par la croissance démographique la plus élevée depuis des décennies. Les mises en chantier se sont également montrées plus résilientes que dans d'autres provinces face à des coûts d'emprunt plus élevés.

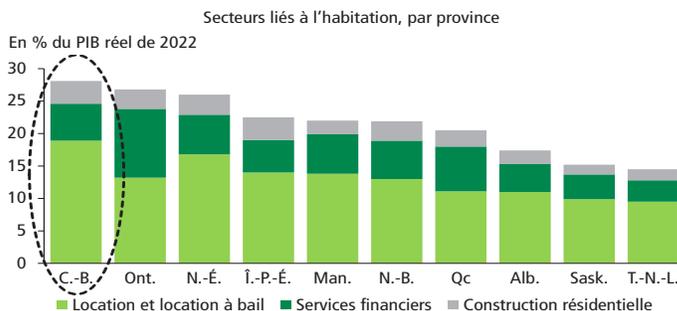
La marge de manœuvre pourrait toutefois être mince. Les admissions de résidents non permanents ont considérablement bonifié les récents gains de population, mais pourraient ralentir en fonction de la croissance économique. Les volumes de ventes de propriétés à Vancouver ont été plus modérés après la reprise des hausses de taux. La Colombie-Britannique demeure l'économie provinciale la plus orientée au marché de l'habitation (graphique 13). Et suivant des hausses importantes des coûts d'emprunt, elle continue d'enregistrer des gains d'emploi et de vente au détail moins importants que ceux de nombreuses autres provinces.

Cependant, elle possède de nombreux avantages à long terme, notamment une large base industrielle, un profil d'exportation particulièrement diversifié et l'un des niveaux d'endettement public les plus bas au Canada.

Les perspectives commerciales demeurent cependant floues. Toute faiblesse supplémentaire des prix des métaux, du gaz ou des produits forestiers pèsera sur les exportations. La réouverture de la Chine a donné un bon coup de pouce à la province, mais la croissance plus modérée qui y est prévue l'an prochain devrait venir freiner cet élan.

## GRAPHIQUE 13

### L'habitation joue un grand rôle dans l'économie de la Colombie-Britannique



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## SOMMAIRE DES PRÉVISIONS

## TABLEAU

## Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2019	2020	2021	2022p	2023p	2024p
MOYENNE ANNUELLE EN % (À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)						
<b>Croissance du PIB réel* – Canada</b>	<b>1,9</b>	<b>-5,1</b>	<b>5,0</b>	<b>3,4</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	4,0	-4,6	0,6	-1,7	1,7	1,1
Île-du-Prince-Édouard	4,5	-1,6	7,9	2,9	2,1	0,6
Nouvelle-Écosse	3,4	-3,5	6,2	2,6	1,7	0,3
Nouveau-Brunswick	1,3	-2,7	5,9	1,8	1,2	0,4
Québec	2,8	-5,0	6,0	2,8	0,4	0,3
Ontario	2,1	-4,7	5,2	3,6	1,6	0,1
Manitoba	1,2	-4,4	1,8	3,9	2,2	0,7
Saskatchewan	-0,4	-4,8	-0,9	5,7	2,8	0,9
Alberta	0,1	-8,0	4,8	5,1	2,9	1,0
Colombie-Britannique	2,6	-3,0	6,1	3,6	1,5	0,2
<b>Croissance du PIB nominal* – Canada</b>	<b>3,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>13,6</b>	<b>10,9</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	3,6	-10,0	17,7	14,6	-2,8	4,6
Île-du-Prince-Édouard	6,5	1,4	14,3	8,1	3,2	2,1
Nouvelle-Écosse	4,4	0,0	10,9	6,7	2,5	1,5
Nouveau-Brunswick	2,4	-1,6	13,8	8,9	1,7	2,0
Québec	4,6	-1,9	11,8	10,0	2,1	1,8
Ontario	3,9	-2,9	10,3	9,2	2,7	1,4
Manitoba	1,7	-1,3	8,4	8,1	3,0	2,7
Saskatchewan	1,0	-7,6	13,1	15,2	-1,8	4,4
Alberta	1,7	-15,7	26,2	18,1	-1,2	5,0
Colombie-Britannique	3,9	-0,7	14,2	10,0	2,5	2,7
<b>Taux d'inflation global – Canada</b>	<b>1,9</b>	<b>0,7</b>	<b>3,4</b>	<b>6,8</b>	<b>3,6</b>	<b>2,2</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	1,0	0,2	3,7	6,4	3,1	2,0
Île-du-Prince-Édouard	1,2	0,0	5,1	8,9	4,0	2,5
Nouvelle-Écosse	1,6	0,3	4,1	7,5	3,7	2,4
Nouveau-Brunswick	1,7	0,2	3,8	7,3	3,2	2,1
Québec	2,1	0,8	3,8	6,7	3,9	2,1
Ontario	1,9	0,6	3,5	6,8	3,3	2,2
Manitoba	2,3	0,5	3,2	7,9	3,7	2,3
Saskatchewan	1,7	0,6	2,6	6,6	3,7	2,3
Alberta	1,7	1,1	3,2	6,5	3,5	2,2
Colombie-Britannique	2,3	0,8	2,8	6,9	3,5	2,1
<b>Croissance de l'emploi – Canada</b>	<b>2,1</b>	<b>-5,6</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,4</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6	-6,4	3,6	4,3	1,6	0,4
Île-du-Prince-Édouard	3,3	-3,5	4,1	5,3	4,6	1,0
Nouvelle-Écosse	2,8	-4,6	5,6	3,6	2,1	0,3
Nouveau-Brunswick	0,5	-3,0	3,2	2,7	2,7	0,5
Québec	1,7	-5,4	4,3	3,0	2,0	-0,5
Ontario	2,5	-5,4	5,2	4,6	2,4	0,4
Manitoba	1,2	-4,3	3,7	3,2	2,2	0,6
Saskatchewan	1,7	-5,0	2,6	3,5	1,3	1,1
Alberta	1,1	-7,0	5,5	5,2	3,1	1,2
Colombie-Britannique	2,6	-6,2	6,2	3,1	1,1	0,5
<b>Taux de chômage – Canada</b>	<b>5,7</b>	<b>9,7</b>	<b>7,5</b>	<b>5,3</b>	<b>5,5</b>	<b>6,9</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	12,2	14,5	13,1	11,2	9,2	9,9
Île-du-Prince-Édouard	8,7	10,7	9,9	7,5	9,1	10,5
Nouvelle-Écosse	7,4	9,9	8,6	6,6	6,2	7,5
Nouveau-Brunswick	8,2	10,3	9,1	7,2	6,2	7,2
Québec	5,1	8,9	6,1	4,3	4,4	5,8
Ontario	5,6	9,8	8,1	5,6	5,7	7,3
Manitoba	5,3	8,2	6,4	4,5	4,9	6,3
Saskatchewan	5,5	8,3	6,5	4,7	4,8	5,9
Alberta	6,9	11,4	8,5	5,8	6,2	7,2
Colombie-Britannique	4,8	9,1	6,5	4,6	5,5	6,9

\* Les chiffres de 2022 proviennent des estimations préliminaires du PIB réel par industrie

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques.